

aient été radicalement modifiés ou réduits, comme en font foi les difficultés d'approvisionnement en mazout et en essence qui ont frappé tous les États industrialisés. Malgré leur caractère réactif et improvisé, ces restrictions ont effectivement réduit la consommation, mais elles ne pouvaient vraiment pas servir de fondement aux futures politiques nationales visant à l'autarcie. On se rend maintenant compte que même après l'adoption de prudentes politiques et même si les États industrialisés surveillent et distribuent leurs ressources d'énergie avec un soin jaloux, ils ne peuvent empêcher leurs besoins d'énergie importée de s'accroître jusqu'à la fin de la présente décennie. On verra alors beaucoup mieux avec quel succès les pays impliqués s'accommodent, et vont continuer de s'accommoder, de leurs besoins d'énergie venant de sources internationales. Le problème de l'énergie aura sûrement suscité des politiques et défini des réactions plus claires qu'à l'heure actuelle.

Les projections se rapportant à la fin des années 70 et au début des années 80 présentent plus d'un facteur intéressant en ce qui concerne les futurs équilibres de puissance. Ces facteurs impliquent le degré d'autosuffisance que visent les nations industrialisées et le prix qu'elles sont prêtes à payer sur le plan économique et social pour atteindre leur objectif. Autrement dit, certains pays peuvent décider de continuer à dépendre d'approvisionnements importés et s'épargner ainsi le coût élevé de l'exploitation de sources de remplacement «sûres», ou ils peuvent, grâce à des programmes de remplacement au coût initial élevé joints à certaines mesures de conservation, tâcher de limiter leurs besoins en énergie importée ou de s'en libérer complètement. Dans ce sens, «énergie importée» signifie énergie exportée des pays de l'OPEP à un secteur géographique donné qui peut englober plus d'un État, comme par exemple la Communauté économique européenne. Si l'on examine l'interaction de certains de ces facteurs sur le plan mondial, il s'en dégage certains indices de puissance future. Cette compétition visant à acquérir à bon compte et de façon acceptable pour l'environnement la source d'approvisionnement en énergie la plus sûre possible, n'est pas sans offrir quelques surprises et cache un «gagnant» actuellement insoupçonné.

### Équilibres actuels et en évolution

La scène internationale est présentement dominée par deux blocs de puissance agressifs et d'envergure mondiale, ceux des États-Unis et de l'URSS, auxquels s'ajoutent l'influence grandissante de la Chine

et la participation économique intense et globale des États européens et du Japon, quoique pour ces derniers aucune perspective à plus long terme ne soit clairement définie. Bien que les problèmes internes d'organisations comme la CEE (Communauté économique européenne) ne soient évidemment pas réglés, les puissances mondiales semblaient, jusqu'à tout récemment, tendre en général vers l'accroissement de la concurrence ou de la coopération économiques ainsi que de l'activité politique concomitante. Comme, d'une façon ou d'une autre, cette situation se maintiendra encore longtemps, la crise de l'énergie aura eu pour effet de considérablement modifier la position des joueurs et d'en accroître le nombre.

Premièrement, on a reconnu que les membres de l'OPEP, et particulièrement ceux du groupe de l'OPAEP (membres arabes de l'OPEP), exercent une puissance considérable. Grâce à leurs ressources en énergie, ils possèdent une influence qui touche évidemment aux différents secteurs de la vie économique, industrielle et personnelle de tout habitant des États industrialisés. Même s'ils restent en proie à des divisions intestines, soit de politique soit de commercialisation extérieure, ils n'en constituent pas moins aux yeux des pays importateurs une «force» qui peut agir de façon suffisamment concertée pour avoir un effet décisif sur le confort de ces États. Le fait que des membres de l'OPEP aient individuellement traité et proposé des accords distincts à certains États importateurs industrialisés lors de l'embargo n'altère en rien les grandes lignes du tableau. Toutefois, l'influence purement politique de la position de l'OPEP pendant la récente crise d'approvisionnement découlait tout autant de facteurs économiques et d'approvisionnement en pétrole que de la confrontation des grandes puissances. Ces facteurs économiques et d'approvisionnement (que les États membres de l'OPEP agissent ou non de concert à l'avenir) laissent entrevoir une tendance déconcertante qui n'est pas étrangère au désordre croissant de la situation monétaire internationale.

Les réserves du Moyen-Orient se chiffrent approximativement à 350 milliards de barils de pétrole par rapport à l'approvisionnement global de 650 milliards de barils, y compris les 100 milliards du bloc communiste. Malgré toute l'importance de cet avoir, les États arabes et l'Iran commencent à gérer prudemment leurs précieuses richesses. Certains États améliorent individuellement ou songent à améliorer leur contrôle de la production et de l'exportation du pétrole afin d'empêcher